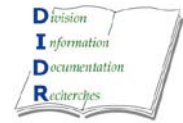


12 mai 2016



Le Groupement Patriotique pour la Paix (GPP)

Résumé : Le Groupement patriotique pour la paix (GPP) est une milice d'autodéfense autoproclamée ayant voué, suite à la crise politico-militaire de septembre 2002, allégeance à l'ancien président de la République Laurent Gbagbo. Après une démobilisation en 2009 et une difficile réinsertion de ses combattants, le GPP reprend de l'importance en 2010 suite à la crise postélectorale. Ses combattants sont alors responsables de nombreuses exactions. Aujourd'hui, ils tentent de se réinsérer dans la société, bien que certains d'entre eux soient emprisonnés à Abidjan.

Abstract: The Patriotic Group for Peace (PGP) is a self-appointed self-defense militia who vowed, following the political and military crisis of September 2002, allegiance to former president Laurent Gbagbo. After its demobilization in 2009, the PGP has regained importance in 2010 following the election crisis. Its fighters are then responsible for many abuses. Today, PGP former combatants are trying to reintegrate into society, although some of them are imprisoned in Abidjan.

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

1. Le Groupement patriotique pour la paix (GPP)

1.1. Le GPP, une milice armée pro-Gbagbo

Le Groupement patriotique pour la paix (GPP) est une **milice d'autodéfense** autoproclamée ayant voué, après la crise politico-militaire de septembre 2002, allégeance à l'ancien président de la République Laurent Gbagbo¹. Il a été dirigé par Moussa "Zeguen" Touré et Bernard Bouazo Yoko Yoko².

A l'origine, le GPP a été créé comme un **groupe de résistance face aux rebelles du Nord** qui souhaitaient s'emparer, selon eux, de la capitale économique du pays³.

D'après Moussa "Zeguen" Touré, interviewé par *Jeune Afrique* : « *Ce n'est pas par plaisir que nous avons créé les mouvements d'autodéfense que vous appelez « milices ». En 2002, je vivais à l'extérieur du pays, quand des rebelles l'ont attaqué. Je suis rentré et avec certains camarades, nous avons créé le Groupement des patriotes pour la paix (GPP) pour résister face à l'agresseur* »⁴.

Dans un entretien avec Human Rights Watch (HRW), il ajoute : « *Nous devons être prêts à défendre la nation. Au début de la guerre, nous avons constaté que le point faible c'est notre armée, alors il nous fallait mettre nos membres à la disposition de l'Etat pour défendre notre pays. Nous n'avons pas de relations avec l'armée mais notre existence n'est pas négociable. Nous n'avons besoin de la permission de personne pour nous défendre* »⁵.

Le GPP se donnait également pour objectif officiel de « *créer l'équilibre de la terreur et de la peur en vue de freiner l'avancée de la rébellion vers la capitale économique et vers la partie sud du pays* »⁶.

En 2005, le groupe compte, selon ses dirigeants, environ 60 000 membres, dont 15 000 à Abidjan, et le reste dans le sud du pays. *Human Rights Watch* fixe cependant leur nombre à environ 6 000⁷.

Le GPP possède une **structure de commandement hiérarchique**, même s'il est difficile de déterminer la chaîne de commandement. Il est constitué à la fois de groupes d'autodéfense de villageois mal entraînés et mal armés mais aussi d'unités qui ont reçu un entraînement militaire et qui sont liées aux forces armées ivoiriennes⁸.

Selon Gngangadjomon Koné, député et auteur de plusieurs ouvrages sur le mouvement « *Jeunes patriotes* » dont fait partie le GPP, les missions déléguées à ce mouvement par Laurent Gbagbo sont multiples : collecter des informations pour l'armée régulière, intimider les civils proches de l'opposition, réprimer les manifestations publiques

¹ KONE Gngangadjomon, *Les « jeunes patriotes » ou la revanche des « porteurs de chaises » en Côte d'Ivoire*, Les classiques ivoiriens, 2014, 321p ; *Yéyé Magazine*, « Avec les damnés de Guantanamo », 17/06/2015 ; KAREL Arnaut, « Le camp de Guantanamo... à Abidjan : les ex-milices en Côte d'Ivoire à la veille des élections présidentielles », *Africultures*, 28/12/2010.

² Human Rights Watch, *Un pays au bord du gouffre : La précarité des droits humains et de la protection civile en Côte d'Ivoire*, 05/2005, 45p.

³ KONE Gngangadjomon, 2014, *op.cit.*

⁴ *Jeune Afrique*, « Touré Moussa Zéguen : La main tendue de Ouattara aux exilés est invisible », 29/04/2012 ; Human Rights Watch, 05/2005, *op.cit.*

⁵ *Human Rights Watch*, 05/2005, *op.cit.*

⁶ KONE Gngangadjomon, « Logiques sociales et politiques des pillages et barrages dans la crise post-électorale en Côte d'Ivoire », *Politique Africaine*, 2011, n°145.

⁷ Human Rights Watch, 05/2005, *op.cit.*

⁸ *Ibid.*

d'opposition, rassurer les civils favorables au régime, combattre aux côtés de l'armée nationale, prouver la légitimité du régime à travers la rue, renégocier les accords à la convenance de Laurent Gbagbo ou encore garantir la réélection de celui-ci⁹.

Le GPP était peu apprécié par de nombreux résidents d'Abidjan qui se plaignaient du comportement arrogant de ses miliciens. Les commerçants d'Adjamé ont à plusieurs reprises dénoncés le harcèlement pour des raisons ethniques et politiques des miliciens. Ils ciblaient des boutiquiers et des transporteurs non seulement parce qu'ils possédaient des biens et de l'argent, mais aussi du fait que plus de 85% d'entre eux venaient du nord ou étaient des citoyens africains non-ivoiriens, deux groupes considérés par les milices comme des partisans des rebelles¹⁰.

1.2. Une réinsertion difficile avant la crise post-électorale de 2010

En 2007, sur proposition du Président Gbagbo, un programme d'insertion appelé « *service civique* » a été instauré dans le cadre de la sortie de crise à destination des ex-combattants faisant partie du mouvement « *Jeunes Patriotes* ». Ce programme était destiné à « *encadrer toute la jeunesse de Côte d'Ivoire et à la former en vue d'un emploi* ». Il devait accueillir les jeunes qui avaient été formés à manier des armes pour les besoins de la guerre, et les réinsérer dans la société civile grâce à des formations pour de futurs emplois civils ou militaires¹¹.

Ce programme a cependant fait de nombreux mécontents. Des 17 000 jeunes qui s'étaient déclarés en 2009 comme membres des « *Jeunes Patriotes* », 13 000 ont été officiellement reconnus. En échange de leurs armes, de leur équipement et de 2 000 CFA (3,5 euros), ils ont reçu une carte d'ex-combattant qui leur permettait de s'inscrire à une formation professionnelle de trois mois¹².

Par ailleurs, selon Gngangadjomon Koné, ce « *service civique* » ne répondait pas aux désirs d'insertion socio-économique des ex-combattants. Beaucoup souhaitaient des carrières professionnelles différentes de celles proposées¹³.

A partir de 2007, face aux difficultés de réinsertion, plusieurs manifestations ont eu lieu. Le 7 octobre 2010, une délégation des « *groupes d'autodéfense* » a perturbé la caravane électorale du président sortant Laurent Gbagbo à Duékoué, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Les ex-combattants ont une nouvelle fois réclamé une prime de démobilisation de 500 000 francs CFA (800 euros environ), des emplois dans la nouvelle armée et des programmes concrets de réinsertion¹⁴.

Nombreux sont ceux qui ont organisé leur propre « *réinsertion* », cherchant à mettre à profit les compétences acquises dans le cadre de leurs anciennes activités. De petits groupes ont offerts leurs services pour des missions paramilitaires ou de commando. D'autres ont été employés comme gardes du corps ou agents de surveillance dans le domaine de la sécurité¹⁵.

⁹ KONE Gngangadjomon, 2014, *op.cit.*

¹⁰ Human Rights Watch, 05/2005, *op.cit.* ; IRIN, « Les miliciens du GPP se retirent du camp d'entraînement d'Adjamé », 29/10/2004.

¹¹ KONE Gngangadjomon, 2014, *op.cit.*

¹² KAREL Arnaut, 28/12/2010, *art.cit.*

¹³ KONE Gngangadjomon, 2014, *op.cit.*

¹⁴ KAREL Arnaut, 28/12/2010, *art.cit.*

¹⁵ *Ibid.*

2. La crise postélectorale de 2010

2.1. La remobilisation du GPP

Lors de la crise électorale de 2010, Laurent Gbagbo a présenté Alassane Ouattara comme le « père de la rébellion », incitant ses partisans à la violence contre le groupe ethnique dioula auquel il appartient¹⁶. Le 28 novembre 2010, lors du second tour, des tentatives visant à empêcher des membres des communautés ethniques dioulas et baoulé de voter, notamment à Lakota, Issia et San Pedro, ont engendré de violents affrontements entre les partisans de M. Gbagbo et ceux de M. Ouattara¹⁷.

Dès lors, plusieurs milices, dont le GPP, ont été remobilisées. A Abidjan, dans la commune de Yopougon, quartier populaire réputé pour son soutien à l'ancien régime, des forces se sont affrontées dans des combats armés, tandis que dans la commune d'Abobo et dans l'ouest du pays des exactions contre la population civile ont été commises par les deux camps¹⁸.

Les milices pro-Gbagbo se sont regroupées au sein de camps installés dans les quartiers périphériques, populaires et précaires d'Abidjan tels qu'Adjamé, Vridi, Azito, Biabou II dans la banlieue nord-est d'Abidjan. Selon l'anthropologue Arnaut Karel, elles opéraient depuis ces camps, « manœuvrant à la lisière de la politique officielle orchestrée par le parti » et « ont par la suite poursuivi leur trajectoire en aménageant leurs propres camps et en levant des taxes, tout en exigeant que leurs activités patriotiques soient officiellement reconnues »¹⁹.

Le plus célèbre de ces camps était celui de l'Institut Marie-Thérèse à Adjamé. Le GPP s'y était installé sous le nom de Premier Bataillon des Commandos Légionnaires (1er BCL). Le camp était entouré d'une population en majorité hostile aux milices pro-présidentielles. Suite aux frictions avec les riverains, des confrontations violentes avec les chauffeurs de taxi ou encore avec les forces de l'ordre, le GPP a évacué l'Institut en mars 2005²⁰.

En 2010, le GPP est devenue le groupe d'autodéfense le plus important d'Abidjan et possédait des ramifications dans toute la zone Sud de la Côte d'Ivoire, d'Abengourou jusqu'à Tabou. Le terrain Jean Delafosse a servi de site d'entraînement des membres du GPP et des autres miliciens qui venaient de Yopougon, Dabou et des résidences universitaires pour s'exercer au maniement des armes ; les toits des bâtiments servaient de postes d'observation sur lesquels étaient déployés des tireurs d'élite²¹.

A Yopougon Sable, connue pour ses affinités pro-Gbagbo, à l'entrée de la plus grande commune d'Abidjan, dans un camp du GPP, se situe un immeuble nommé Guantánamo. C'est le seul camp du GPP qui n'ait pas encore été démantelé par l'armée en 2015, bien qu'officiellement, le GPP soit entièrement démobilisé depuis 2009²².

Il doit son nom à l'imposant bâtiment en béton de cinq étages construit dans les années 1970 et laissé inachevé, qui domine une partie de Yopougon. Dans le bâtiment se sont

¹⁶ Conseil des droits de l'homme, *Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Côte d'Ivoire*, 14/06/2011, 25p.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.* ; KONE Gnangadjomon, 2014, *op.cit.*

¹⁹ *Yéyé Magazine*, 17/06/2015, art.cit.

²⁰ KAREL Arnaut, 28/12/2010, art.cit.

²¹ *Le Point sur*, « Trois ans après la chute de la Refondation/ Ce que deviennent les miliciens », 15/11/2014.

²² *Yéyé Magazine*, 17/06/2015, art.cit. ; KAREL Arnaut, 28/12/2010, art.cit.

installées une quarantaine de familles, recréant en pleine ville une sorte d'unité villageoise marginale régie par des codes et des rites qui lui sont propres, et dotée, comme tout village africain, de ses notables, aïeux et chefs de village²³.

2.2. La mise en place de barrages par le GPP et les exactions qui y ont été commises

Suite à la crise électorale de 2010, des barrages (postes de contrôles routiers) ont été érigés par des « *comités de surveillance de quartier* » dans de nombreux lieux stratégiques d'Abidjan par des membres du GPP. Ceux-ci se trouvaient parfois à proximité de commissariats de police, et ont procédé à des contrôles d'identité, frappant, rackettant et parfois tuant des partisans avérés ou supposés d'Alassane Ouattara²⁴.

Ces barrages étaient particulièrement nombreux à Yopougon. Mis en place à leurs débuts afin de remplir une forme de mission déléguée par l'élite politique aux jeunes, les pillages et barrages ont cependant vite été détournés par leurs auteurs pour en faire des instruments de pouvoir²⁵.

Il existe de nombreux témoignages des exactions commises par des miliciens du GPP lors de ces contrôles routiers. Deux jours après la marche du 16 décembre 2010, deux étudiants âgés de vingt-et-un ans, ont été abattus par des membres de milices soutenant Laurent Gbagbo. Un témoin a raconté à la délégation d'*Amnesty International* en février 2011 : « *Après le contrôle de leur identité et des fouilles, les miliciens leur ont dit qu'ils étaient les frères d'Alassane et les ont accusés d'être des assaillants. Ils les ont battus à mort avec des gourdins et des briques et leur ont également donné des coups de machette. Ils ont ensuite enlevé les chaussures et les vêtements des deux jeunes gens tués et les ont brûlés* »²⁶.

A Yopougon, le 26 février 2011, des personnes qui travaillaient au marché ont été témoins de la mort d'un civil, tué par des Jeunes Patriotes qui tenaient un barrage routier. Selon un témoin, « *quelqu'un parmi les Jeunes Patriotes a déclaré qu'il ne le connaissait pas et ils ont dit : C'est un Dioula, donc un burkinabé, donc un rebelle. Ils l'ont déshabillé, puis l'ont battu. [...] Les Jeunes Patriotes lui ont passé un pneu autour du cou, ont versé de l'essence sur son corps et y ont mis le feu* »²⁷.

De nombreuses personnes qui portaient un boubou ou des amulettes ont été agressées par les « *barragistes* ». Un jeune homme, suspecté d'être un combattant pro-Ouattara uniquement parce qu'il courrait et portait des gris-gris, a ainsi été battu à mort par de jeunes miliciens postés à des barrages et qui contrôlaient l'identité des passants²⁸.

Sicogi, un quartier de Yopougon, une des communes formant Abidjan, a été l'un des bastions du Front populaire ivoirien (FPI) où de nombreux barrages ont été installés. Après la crise, toutes les maisons de Sicogi ont été fouillées et pillées²⁹.

²³ *Yéyé Magazine*, 17/06/2015, art.cit.

²⁴ Amnesty International, *Côte d'Ivoire* : « *Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu* », 2011, 74p ; KONE Gnangadjomon, 2011, art.cit.

²⁵ KONE Gnangadjomon, 2011, art.cit.

²⁶ Amnesty International, 2011, *op.cit.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*

3. Situation actuelle des miliciens GPP

3.1. La réinsertion des miliciens GPP

Suite à la capture de Laurent Gbagbo, beaucoup de commandants de ces milices « patriotes » sont partis en exil dans les pays voisins. Ceux qui ne sont pas sortis du pays se font très discrets ou se sont mis à la disposition de l'Etat dans le cadre de la réconciliation nationale. Parmi les chefs miliciens encore au-devant de la scène, le plus en vue est **Zadi Djédjé**. Il est président du Front populaire uni (Fp-U), un parti politique. Zadi Djédjé a été à la tête des miliciens de Koumassi pendant la crise post-électorale et circule aujourd'hui librement à Abidjan³⁰.

De nombreux ex-combattants se sont mis à la disposition de l'**Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration des ex-combattants (ADDR)** créé en 2012³¹. L'ADDR, qui est parvenu à démobiliser, à réinsérer et à réintégrer 55 000 ex-combattants sur un total initial de 74 000, a été supprimé en 2015, laissant place à la création de la **Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (CCSR)**³².

D'autres ont organisé eux-mêmes leur propre réinsertion, exécutant de multiples tâches allant des missions paramilitaires ou de commando en passant par des emplois de gardes du corps ou d'agents de surveillance dans le domaine de la sécurité³³.

3.2. De nombreux détenus pro-Gbagbo

En dépit de la réinsertion de nombreux ex-combattants, il existe encore un nombre important de détenus pro-Gbagbo en détention préventive ayant dépassée les délais légaux. Une cinquantaine de détenus ont été libérés en janvier 2015 à l'issue des procès en assises des prisonniers pro-Gbagbo arrêtés dans le cadre de la crise post-électorale³⁴.

Un rapport publié par le FPI et auquel Michel Koudou Gbagbo, fils de l'ancien président Laurent Gbagbo, a participé³⁵, recense dans des prisons civiles et militaires « 241 détenus politiques ». Selon ce rapport, la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca) accueille le plus gros contingent de ces détenus, avec 190 personnes, dont 159 civils et 31 militaires. Vient, ensuite, la Maison d'arrêt militaire d'Abidjan (Mama), qui regroupe 7 détenus dont 1 civil et 6 militaires³⁶.

Parmi ces détenus, on compte des anciens responsables de l'appareil sécuritaire du pouvoir de Gbagbo, à savoir les officiers de gendarmerie Anselme Séka Yapo et Jean-Noël Abéhi. L'ancien commandant de la Garde républicaine, le général Bruno Dogbo Blé et une dizaine de militaires de rang font également partie de cette liste³⁷.

³⁰ *Le Point sur*, 15/11/2014, art.cit.

³¹ *Ibid.*

³² *Connexion Ivoirienne*, « La Côte d'Ivoire met fin au processus de Désarmement (ADDR) », 25/06/2015.

³³ *Yéyé Magazine*, 17/06/2015, art.cit.; KONE Gnangadjomon, 2014, *op.cit.*

³⁴ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (FIACAT), *Rapport alternatif de la FIACAT et de l'ACAT Côte d'Ivoire*, 02/2015, 44p.

³⁵ *Soir Info*, 07/04/2016, art.cit.; Front Populaire Ivoirien, 06/04/2016, *op.cit.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ ADELE Alexis, « Qui sont les 300 prisonniers politiques de Côte d'Ivoire ? », *Le Monde*, 28/01/2016.

Des officiers supérieurs ayant refusé de faire allégeance au président Ouattara, et des officiers et subalternes de l'armée, de la gendarmerie et de la police, arrêtés pour violation de consignes sont également toujours détenus³⁸.

Par ailleurs, bien que non liées directement à la crise post-électorale, des 26 anciens miliciens pro-Gbagbo arrêtés à la frontière libérienne et soupçonnés d'être impliqués dans des attaques contre des positions de l'armée ivoirienne entre le 26 juin 2011 et le 2 juillet 2012, sont toujours emprisonnés³⁹.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*

Bibliographie

(Sites web consultés en mai 2016)

Ouvrage

KONE Gnangadjomon, *Les « jeunes patriotes » ou la revanche des « porteurs de chaises » en Côte d'Ivoire*, Les classiques ivoiriens, 2014, 321 p.

Rapports

Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (FIACAT), *Rapport alternatif de la FIACAT et de l'ACAT Côte d'Ivoire*, 02/2015, 44p.

http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/CIV/INT_CCPR_CSS_CIV_19633_F.docx?bcsi_scan_96404f7f6439614d=G6i4/ONuUgYHaPCZiwTNvaE/KJAXAAAAZj+UgA==:1&bcsi_scan_1fe59ba8c561fa18=ZFH4wvAGN4aqmgTFsi+pit88Uf8xAAAAUOUnfA==:1

Amnesty International, *Côte d'Ivoire : « Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu »*, 2011, 74p.

<http://www.amnesty.fr/Documents/Rapport-Ils-ont-regarde-sa-carte-d%E2%80%99Identite-et-l%E2%80%99ont-abattu>

Human Rights Watch, *Un pays au bord du gouffre : La précarité des droits humains et de la protection civile en Côte d'Ivoire*, 05/2005, 45p.

<https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/cdi0505fr.pdf>

Article scientifique

KONE Gnangadjomon, « Logiques sociales et politiques des pillages et barrages dans la crise post-électorale en Côte d'Ivoire », *Politique Africaine*, 2011, n° 145

<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/122145.pdf>

Médias

ADELE Alexis, « Qui sont les 300 prisonniers politiques de Côte d'Ivoire ? », *Le Monde*, 28/01/2016

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/01/28/qui-sont-les-300-prisonniers-politiques-de-cote-d-ivoire_4855296_3212.html

Connexion Ivoirienne, « La Côte d'Ivoire met fin au processus de Désarmement (ADDR) », 25/06/2015

<http://www.connectionivoirienne.net/111382/la-cote-divoire-met-fin-au-processus-de-desarmement-addr>

Yéyé Magazine, « Avec les damnés de Guantanamo », 17/06/2015

<https://www.yeyemagazine.com/les-yoyos/coup-de-coeur/23-coup-de-coeur/1498-avec-les-damnes-de-guantanamo>

Le Point sur, « Trois ans après la chute de la Refondation/ Ce que deviennent les miliciens », 15/11/2014

<http://lepointhus.com/trois-ans-apres-chute-refondation-ce-deviennent-les-miliciens/>

Soir Info, « Plus d'un an après leur extradition du Libéria : Les 41 « miliciens pro-Gbagbo » racontent leur calvaire », 18/11/2013

<http://www.linfodrome.com/vie-politique/13063-plus-d-un-an-apres-leur-extradition-du-liberia-les-41-miliciens-pro-gbagbo-racontent-leur-calvaire>

Jeune Afrique, « Touré Moussa Zéguen : La main tendue de Ouattara aux exilés est invisible », 29/04/2012

<http://www.jeuneafrique.com/176300/politique/tour-moussa-z-guen-la-main-tendue-de-ouattara-aux-exil-s-est-invisible/>

Conseil des droits de l'homme, *Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la Côte d'Ivoire*, 14/06/2011, 25p.

<http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/Cote%20d%27Ivoire%20A%20HRC%2017%2048.pdf>

KAREL Arnaut, « Le camp de Guantánamo... à Abidjan : les ex-milices en Côte d'Ivoire à la veille des élections présidentielles », *Africultures*, 18/12/2010

<http://www.africultures.com/php/?nav=article&no=9868>

Koffi, « Gobé Douan Adèle, (Cdt adjoint du camp du GPP à Yopougon-Sable) - Les garçons me respectent dans le camp », 15/01/2008

<http://www.koffi.net/koffi/actualite/33565-Gobe-Douan-Adele-Cdt-adjoint-du-camp-du-GPP-a-Yopougon-Sable-Les-garons-me-respectent-dans-le-camp.htm>

Integrated Regional Information Networks (IRIN), « Les miliciens du GPP se retirent du camp d'entraînement d'Adjamé », 29/10/2004

<https://www.irinnews.org/fr/report/64018/c%C3%B4te-divoire-les-miliciens-du-gpp-se-retirent-du-camp-d%E2%80%99entra%C3%AEnement-dadjam%C3%A9>